

Des vœux 2015 au goût amer...

... mais porteurs d'espoir!

Il est aujourd'hui particulièrement difficile de vous souhaiter une « bonne » année alors que...

- ... depuis le 1^{er} janvier de cette nouvelle année, entre 17.000 et 27.000 sont exclues du chômage suite à la décision du précédent gouvernement fédéral de limiter à trois ans maximum les allocations d'insertion ;
- ... de nombreux jeunes sans emploi risquent de devoir rester chez leurs parents, faute d'allocation d'insertion ;
- ... les travailleurs vont voir leur pouvoir d'achat diminuer à cause d'un saut d'index de 2% ;
- ... un nombre important d'entre nous se verra dans l'obligation de travailler plus longtemps à cause du recul du passage à la retraite à 67 ans ;
- ... vos soins médicaux vous coûteront plus cher chez certains médecins spécialistes ;
- ... les mesures d'économie à la SNCB toucheront navetteurs et travailleurs ;...

2015 est donc marqué par le sceau de l'austérité.

Un tableau très noir qui ne doit pas empêcher le MOC d'espérer

Dans ces moments difficiles, il est en effet bon de se reposer sur ses fondamentaux. Ceux du MOC, c'est la lutte contre les inégalités, pour la solidarité, pour le progrès social et pour une société durable.

C'est pour cela que nous nous battons et que nous allons continuer à nous battre, en tant que mouvement social.

Se battre contre l'injustice de ce gouvernement

Cette injustice est évidente à plusieurs niveaux et particulièrement au niveau des mesures fiscales de l'accord de gouvernement. Elle est dénoncée avec force par la CSC et par le front commun.

Il existe un déséquilibre flagrant dans l'effort demandé. Il n'y a en effet aucun signe de glissement substantiel de la fiscalité du travail vers le capital, les plus-values ou les grandes fortunes.

Les exemples récents en provenance du Luxembourg (Luxleak, ...) montrent pourtant qu'il existe une grande marge de manœuvre en faveur d'un rééquilibrage des efforts.

L'injustice est partout dans l'accord de gouvernement : notamment dans la priorité accordée à la lutte contre la fraude sociale plutôt que fiscale. C'est dogmatique car la lutte contre la fraude sociale n'est pas plus rentable pour les caisses de l'Etat que la lutte contre la fraude fiscale.

L'enjeu de ces mesures est énorme puisqu'elles creusent encore un peu plus le niveau des inégalités. Le dernier rapport de l'OCDE révèle d'ailleurs que « toute amplification de ces inégalités fait chuter la croissance économique. L'une des raisons en est que les plus défavorisés se trouvent moins à même d'investir pour s'instruire. Corriger les inégalités peut rendre nos sociétés plus justes et nos économies plus fortes ».

Se battre contre l'inefficacité économique de ce gouvernement
Rappelons-le, ce n'est pas pour rien que la Belgique a mieux résisté à la crise que la majorité des pays européens. Nous le devons à l'efficacité et à la solidité de notre modèle social, acquis de haute lutte, qui a rempli convenablement sa fonction d'amortisseur.

A l'efficacité de notre modèle social, il faut opposer l'inefficacité économique des mesures prônées par le gouvernement.

Celui-ci choisit l'austérité à tout va au moment même où des instances comme le FMI reconnaissent qu'elles se sont peut-être trompées (voyez la Grèce, l'Espagne, ...).

Le gouvernement avance donc à contre-courant à double titre :

1. En s'attaquant aux couvertures sociales qui nous ont épargnés de la crise
2. En prenant des mesures d'austérité au moment même où elles commencent à être remises en cause.

Ainsi, d'après l'économiste Mark Blyth : « Les politiques d'austérité produisent la plupart du temps un effet contraire à celui recherché. Elles cassent le moral des acteurs, suspendent la décision d'investissement, alourdissent les dettes au lieu de les réduire et retardent le moment de la reprise. Pire, elles creusent les inégalités. L'ascenseur social se bloque et les classes moyennes sont entraînées sur la pente du décrochage. »

Comme dans les années Thatcher, il est dit qu'« il n'y a pas d'alternative » ! C'est faux ! La seule raison qui peut pousser ce gouvernement à agir de la sorte, c'est sa volonté dogmatique de casser notre modèle social au profit des plus forts.

L'efficacité des mesures gouvernementales? Oui, mais au service des plus riches !

Se battre contre les incohérences de ce gouvernement

En plus d'être inefficace et injuste, ce gouvernement est incohérent. Citons quelques exemples de mesures.

- La mobilité est unanimement pointée comme un enjeu majeur de notre pays ? Le gouvernement sabre de manière radicale dans les budgets de la SNCB ;
- On invite les travailleurs à travailler plus longtemps via la réforme des pensions ? Le gouvernement rogne sur les crédits-temps et supprime le bonus pension ;
- Un saut d'index de 2% pour les travailleurs ? On déplaçonne les salaires des dirigeants des entreprises publiques ;
- ...

Vers une société de la division

Derrière ces mesures inefficaces, injustes et incohérentes se cache une vision uniquement dogmatique. Celle du moins d'Etat, accompagnée d'une moindre protection sociale, le tout au profit du marché.

La plus grande crainte du MOC réside dans l'idée que l'actuel gouvernement utilise l'ensemble de ces mesures d'austérité pour changer notre modèle. Pour renoncer à la cohésion sociale.

Il s'agit clairement d'une logique de division.

Les actes du gouvernement, quelle que soient ses domaines d'action visent à opposer les bons et les mauvais. Les travailleurs et les allocataires, les bien-portants et les malades, les Belges et les étrangers.

C'est une logique qui va exactement à l'inverse de ce que les différents acteurs de notre société ont construit dans le passé : un modèle de concertation sociale basé sur la solidarité et la recherche du bien commun. Le gouvernement nous propose une société de la division.

Et celle-ci contient les germes d'une crise plus profonde encore. Celle de notre modèle démocratique.

Bonne année !

Malgré ces vœux au goût amer, le MOC ne baisse pas les bras. Nous sommes en résistance. Ce que nous souhaitons, pour cette année 2015, c'est face à tant d'inquiétudes, rappeler nos fondamentaux : c'est la lutte contre les inégalités, pour la solidarité, pour le progrès social et pour une société durable.

Ce sont des combats à mener à tous les niveaux de pouvoir : tant régional et communautaire que fédéral.

Rappeler aussi que rien n'est inéluctable. Loin de cette société de la division qui nous attend si l'on ne fait rien, qu'il nous faut défendre notre modèle solidaire.

Ne nous laissons pas nous diviser !

Battons-nous donc pour des emplois stables et convenables, pour des efforts justement répartis, pour des politiques d'investissement fortes dans les services publics et des domaines comme l'enseignement, la recherche. Ces domaines qui préparent nos générations futures à un mieux-être, à un meilleur vivre ensemble.

Ce combat, au-delà des revendications, c'est un combat que le MOC mène chaque jour en appliquant les principes de l'Education Permanente.

Concrètement, en 2015

- La Protection Sociale sera le thème de la Semaine sociale du MOC et de la campagne de WSN Solidarité Mondiale (en partenariat avec d'autres ONG)
- Le thème de la campagne du CIEP sera « La Culture : moteur d'émancipation », en lien avec les actions alternatives menées dans le cadre de Mons 2015.

Pour alimenter les débats

1. Memorandum 2014 du MOC. Changeons de cap : Osons un monde solidaire !
2. Les fiches pédagogiques et les capsules vidéos du CIEP concernant la Petite enfance, la Santé, l'Emploi, l'Asile et l'Immigration, l'Aménagement du territoire, la Fiscalité
3. Le document adopté par le Conseil politique du MOC en 2012 : « Sortir de la crise : des alternatives équitables et durables aux politiques d'austérité »